### Country: Madagascar

### **COUNTRY PROGRAMME PERFORMANCE SUMMARY[[1]](#footnote-1)**

### Reporting period: 2008-2014

### **I. EXECUTIVE SUMMARY (1/2 page maximum)**

En dépit d’un contexte sociopolitique volatile et des nombreuses incertitudes liées à la sortie de crise et qui ont rendu toute planification aléatoire et toute programmation hypothétique, Madagascar a enregistré durant le précédent cycle de programmation 2008-2014, des résultats encourageants sous les différentes composantes du programme, notamment après la signature de la feuille de route politique en septembre 2011, sous l’égide de la SADC.

En termes de gouvernance, grâce au leadership du PNUD, le pays a organisé des élections présidentielles et législatives qui ont été jugées crédibles et apaisés par l’ensemble des missions d'observation électorale. Ces élections ont marqué le retour du pays à l’ordre constitutionnel et conduit à la reconnaissance du nouveau gouvernement par la communauté internationale. Pour la prise en compte de la dimension genre dans le processus de sortie de crise, le PNUD a appuyé l’élaboration des stratégies d’intégration du genre dans le processus électoral et assuré la formation des femmes identifiées comme candidates potentielles aux élections locales. Un forum national sur « femmes et élections locales » a été également organisé. Cet appui du PNUD et des autres partenaires au développement a dans une large mesure contribué à accroitre la proportion des femmes siégeant à l’assemblée nationale puisque le taux est de 8,6% (législature de 2007-2008) à 21,8[[2]](#footnote-2)% (législature de 2013-2018). Les rapports des six cliniques juridiques appuyées par le PNUD pour améliorer l’accès à la justice des populations les plus défavorisées tout en améliorant leur connaissance de leurs droits font état de plus de 5 312 victimes assistées dont 82% sont des femmes.

En terme de Politiques publiques, coordination de l’aide et de l’action gouvernementale, le PNUD, sur initiative du Coordonnateur Résident (CR) a facilité la tenue des rencontres périodiques entre le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers à travers le Groupe de Dialogue Stratégique (GDS), un forum qui a servi de plateforme d’ échanges sur la situation socioéconomique du pays, les priorités de développement, les défis sécuritaires et humanitaires, la situation des droits humains, la gouvernance et l'aide au développement. Ce forum coprésidé par le Premier Ministre et le Coordonnateur Résident a été réactivé en 2011. Grâce à l’appui du PNUD, les différents acteurs du développement peuvent avoir accès à tout moment à des informations régulièrement actualisées sur l’économie, à travers le Tableau de bord de l’économie – TBE – ([www.instat.gov.mg](http://www.instat.gov.mg) ), et sur l’aide, à travers la base de données AMP ([www.amp-madagascar.gov.mg](http://www.amp-madagascar.gov.mg) ).

Dans le domaine de la lutte contre la pauvreté l'opérationnalisation des 4 centres d'information, d'orientation et d'accompagnement a permis aux communautés de saisir les opportunités économiques et sociales. La mise en place des plateformes multifonctionnelles et la mise en œuvre des initiatives de marché inclusif autour de la filière ricin dans la partie aride du Sud de Madagascar offrent de bonnes perspectives dans cette dynamique de développement en faveur des plus démunis. En matière de microfinance, l’appui du PNUD à la mise en œuvre de la stratégie nationale de la finance inclusive a permis d’accroitre le taux d’accès au service de 6% en 2006 à 25% en 2013, tout en réduisant le pourcentage des portefeuilles à risque de 7% en 2009 à moins de 5% en 2013.

Pour ce qui est de l’Environnement et du changement climatique, le PNUD a contribué au maintien de la biodiversité par l’accompagnement du processus de transfert de gestion des ressources naturelles à 43 communautés des zones autour des aires protégées cibles, estimées à 6.694 millions d'hectares en 2012. De nouvelles AP de catégories V et VI de l’UICN sont en cours de création. En matière de prévention de crise, les résultats des trois études conduites par le PNUD en collaboration avec le BNGRC sont en cours d’utilisation pour la révision de la Stratégie Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes. Quatre communautés vulnérables ont pu accroitre leur résilience aux chocs climatiques récurrents auxquels elles sont fréquemment confrontées. Les capacités du Bureau National de la Gestion des Risques et des Catastrophes ont été renforcées dans l’organisation de deux exercices de simulation financés par le PNUD et qui ont permis aux communautés de s’approprier les outils mis à leur disposition, les préparant ainsi à une meilleure mitigation des effets des catastrophes naturelles.

Au titre des défis, le principal a été le contexte de crise qui a connu plusieurs phases auxquelles le Bureau pays a du s’ajuster. C’est ainsi que suite à la déclaration du pays comme étant situation spéciale de développement (SSD), le passage en DIM s’est traduit pour le PNUD par des gros efforts en termes de recrutement, d’installation et de renforcement de capacités des nouvelles équipes de projets. Ce qui a entrainé des retards dans le démarrage effectif des projets du programme. Avec les récentes élections, un retour progressif vers le NIM est en cours. Pour ce qui est du processus électoral, il a fallu à chaque étape rechercher le consensus entre les différents acteurs et parties prenantes. Un autre défi reste les problèmes d’insécurités engendrées par le phénomène « Dahalos » (voleurs de zébus) dans le sud, principale zone d’intervention du PNUD. Il est arrivé plusieurs fois que cette situation perturbe la mise en œuvre des projets.

### **II: Country Programme Performance Summary**

|  |  |
| --- | --- |
| **Country information** |  |
| **Country name: Madagascar** |
| **Current country programme period: 2008-2014** |
| **Outcomes** | **Total Expenditure** | **Key Indicators of outcome (1-4 per outcome)** | **Progress made against key indicators** |
| **1. Les décisions socioéconomiques sont basées sur des systèmes d’information améliorés, des outils performants de coordination, de planification et de suivi-évaluation** | $ 5 044 298 | *Taux de disponibilité des indicateurs de suivi de la Stratégie Nationale de Développement* | *Baseline (2007) : 76,1%**Target (2013): 90%**Valeur (2013) : 80%* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Les produits identifiés pour contribuer à l’effet sont : a) L’information socio-économique est disponible, mise à jour et utilisée par les décideurs ; b) Le développement humain est intégré dans les politiques nationales/sectorielles ; c) Les capacités en matière de planification, de suivi-évaluation et de prévision macro-économiques sont renforcées et d) La coordination des actions gouvernementales est appuyée.Progress and Achievements:* D’importants efforts ont été déployés pour rendre l’information socio-économique disponible. Grâce à l’appui du PNUD, les différents acteurs du développement peuvent avoir accès à tout moment à des informations régulièrement actualisées sur l’économie, à travers le Tableau de bord de l’économie – TBE – ([www.instat.gov.mg](http://www.instat.gov.mg)) produit régulièrement sur une base trimestrielle depuis 2009, et sur l’aide à travers la base de données Aid Management Platform ([www.amp-madagascar.gov.mg](http://www.amp-madagascar.gov.mg)) disponible depuis 2009. Ces outils sont utilisés par le Gouvernement pour l’analyse des évolutions des indicateurs économiques et des flux d’aide extérieure afin d’élaborer la loi de finances. Dans le cadre du suivi des OMD, 3 rapports ont été produits. Des enquêtes importantes telles que l’Enquête Périodique des Ménages, l’enquête nationale sur l’emploi et le secteur informel (ENEMPSI), l’enquête sur l’impact de la double crise (crise sociopolitique et crise économique mondiale) sur l’emploi et l’enquête national de suivi des OMD ont également contribué à la disponibilité de l’information. Dans toutes ces études, les indicateurs autant que possible ont été désagrégés par sexe, afin de servir de base à la prise en compte de la dimension genre.
* Pour l’intégration du développement humain dans les politiques nationales/sectorielles, un Rapport National sur le Développement Humain a été publié en 2011.
* Le PNUD, sur initiative du Coordonnateur Résident, a facilité la tenue des rencontres périodiques entre le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers, permettant des échanges sur la situation socioéconomique du pays, les priorités nationales, la situation des droits humains, la situation humanitaire et sécuritaire, la gouvernance et l'aide au développement, sous la coprésidence du Premier Ministre et du Coordonnateur Résident. Ces rencontres stratégiques ont récemment permis d’initier la préparation d’un cadre national de relance économique pour 2013, lequel permettra de renforcer la programmation des interventions du PNUD et des autres PTFs pour le développement humain et la réduction de la pauvreté.
* Dans le cadre du renforcement des capacités en matière de planification, de suivi-évaluation et de prévision macro-économiques, le PNUD a apporté un appui en 2008 au Gouvernement dans la mise en place du [Système National Intégré de Suivi Evaluation (*SNISE*)](http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=snise+madagascar&source=web&cd=2&ved=0CDQQFjAB&url=http%3A%2F%2Fmadagascar.unfpa.org%2FDOCREF%2FWc2dd2a6211149.htm&ei=jrsPUf7-D9Ko0AX-_YHYAQ&usg=AFQjCNG_CeH-1_qiAMM570SToTbmlB_EXg&bvm=bv.41867550,d.d2k) au sein de l’Agence Nationale de Coordination.
 |
| **2. Les conditions de ressources financières et de capacités humaines sont réunies pour l’atteinte des objectifs du MAP.** | $ 9 526 795 | *Taux de réduction des gaps de ressources (financières, humaines) de la Stratégie nationale de développement* | *Baseline (2007) : à déterminer**Target (2011): 100 %* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Les produits prévus pour la réalisation de cet outcome sont a) : Les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du MAP mobilisées et décaissées (2008-2011)  et b) : La stratégie nationale de renforcement des capacités élaborée et sa mise en œuvre est appuyée (2008-2011).Progress and Achievements:* Seule la table ronde pour la mobilisation des ressources pour la réalisation des objectifs du MAP prévue en 2008 a été réalisée. Suite à la crise sociopolitique intervenue en mars 2009, cet outcome a été suspendu et le projet Village du millénaire a été relocalisé sur l’outcome 15. Le seul projet resté sur cet outcome jusqu’à ce jour est le projet Appui au programme pays dont l’objectif s’inscrit dans le renforcement des capacités des partenaires nationaux dans les domaines de la communication, de suivi-évaluation et des achats, pour lesquels le bureau avait beaucoup de défis à relever.
 |
| **3. Les groupes vulnérables ont un accès durable aux infrastructures de base.** | $ 2 425 594 | *Taux d'accès à l'eau potable* | *Baseline (2007) : 41%* *Target (2013): 65%**Valeur (2012) : 27,7% (Enquête OMD)* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Un seul produit a été prévu pour l’outcome : Le cadre institutionnel et programmatique du secteur eau et assainissement est opérationnel.Progress and Achievements:* Dans le cadre de la promotion de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), l’appui technique et financier du PNUD a permis au ministère de l’eau de disposer des schémas directeurs de l’eau et de l’assainissement des trois agences de bassin du Sud de Madagascar. Ces plans ont été validés au niveau national. L’existence de ces Schémas directeurs constitue une base de décision, de planification et de coordination des ressources en eau dans la partie Sud de Madagascar, fortement affectée par la sécheresse. Dans le cadre de la promotion de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), l’appui technique et financier du PNUD a permis au ministère de l’eau de disposer des schémas directeurs de l’eau et de l’assainissement des trois agences de bassin du Sud de Madagascar. L’existence de ces Schémas directeurs constitue une base de décision, de planification et de coordination des ressources en eau dans la partie Sud de Madagascar, fortement affectée par la sécheresse. Le schéma Directeur servira également d’outil de mobilisation de ressources et de mobilisation des investisseurs potentiels. La mise à disposition de tels outils contribuera à l’amélioration du taux national d’accès à l’eau potable estimé à 27,7% en 2012 (Enquête Nationale de Suivi des OMD 2012-2013).
* L’appui du PNUD a permis une amélioration des capacités de la Direction du système d’information et de la communication (DSIC) du Ministère de l’eau. Avec la dotation des matériels informatiques plus performants, les formations du personnel à leur utilisation ainsi que la mise en place d’un nouveau logiciel de gestion et de suivi du secteur de l’eau, la capacité du Ministère de l’eau en matière de gestion, de sécurisation et de protection et de mise à jour des bases de données a sensiblement évoluée. Des bases de données sur l’eau ont été mise en place et opérationnalisées dans cinq Directions Régionales de l’eau.
* Le PNUD a également appuyé la réalisation de l'étude de faisabilité du transfert d'eau du bassin d'Anosy vers le bassin d'Androy, zone particulièrement aride dans le Sud de Madagascar. L'étude est réalisée et validée pour servir de base de mobilisation des partenaires et des acteurs du secteur à agir de façon concertée dans ce domaine. La réalisation dudit transfert permettra d'atteindre environ 60.000 habitants et d'irriguer 10.000 ha de terrain cultivable. Il permettra également de recharger les nappes phréatiques de la zone cible pour une meilleure couverture en eau potable de la population.
* Dans le cadre du l’initiative village du millénaire, le PNUD a également contribué à accroitre la disponibilité des infrastructures de base. Selon le rapport d’évaluation à mi-parcours du projet village du millénaire exécuté par le PNUD, l’accès aux services sociaux de base dans la commune d’intervention (Sambaina) a dépassé la moyenne nationale : le taux d’accès à l’eau potable a atteint 87% contre 27,7% pour la moyenne nationale, le taux d’achèvement du primaire est de 72% contre 68,8% au niveau nationale, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est réduit à 53,8 pour mille contre 62% au niveau national.
 |
| **4. Les populations ont un accès amélioré aux opportunités d’emplois durables.** | $ 7 934 890 | *Taux de sous-emplois**NB : L’indicateur initial (Taux de chômage dans les régions ciblées) a été remplacé par celui cité plus haut.* | *Baseline (2005) : 25,2%* *Cible (2013) : 20,1%**Valeur (2012) : 39,5%* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Initialement, trois produits étaient prévus dans la réalisation de cet outcome : a) Le Ministère en charge de l’emploi ainsi que les structures régionales et locales des zones d’intervention, assurent pleinement leurs fonctions dans la formulation de la stratégie, de mise en œuvre de la politique du plein emploi défini dans le MAP, ainsi que son suivi et son évaluation; b) Des initiatives génératrices de revenus (auto emploi) en adéquation avec opportunités locales sont promues dans les zones d’intervention et c) Des plateformes de production intégrant plusieurs dimensions (Environnement, droits, VIH-SIDA, accès au financement, énergie… )sont créées au profit des populations des zones d’intervention (2008-2009). Avec la crise sociopolitique de 2009, lors de la révision du cadre de résultats du CPAP, trois autres produits ont été formulés: d) Les dispositifs d'information, d'orientation et d'appui aux populations et aux entreprises en matière de promotion économique et sociale sont mis en place et opérationnels au niveau des zones cibles ; e) Les communautés sont accompagnées dans leurs initiatives de promotion économique et sociale et f) Des partenariats pour assurer la disponibilité des services répondant aux besoins sont promus.Progress and Achievements:* En matière de lutte contre la pauvreté, quatre centres d'information, d'orientation et d'accompagnement mis en place par le PNUD dans les communes d’Antananarivo, de Mahitsy, de Tuléar et de St-Augustin permettent aux communautés bénéficiaires de saisir les opportunités économiques et sociales. Sur la période 2010-2013, ce sont 11861 personnes qui ont été accueillies et informées, 4082 clients ont été conseillés et orientés dans leurs activités et projets et 2221bénéficiaires ont été accompagnés dans l’élaboration de dossier (projet) en vue de l’obtention des appuis auprès des fournisseurs de services. La mise en place des plateformes multifonctionnelles offre de bonnes perspectives dans cette dynamique de développement. Au niveau de la Commune Urbaine d’Antananarivo, une Agence Municipale aux Initiatives à l’Emploi intégrant les dispositifs d’information initiés par le PNUD est appuyée au niveau de quatre Arrondissements.
* Le PNUD a également appuyé l’autonomisation des femmes vulnérables d’Atsimo Atsinanana, qui a permis à 2.320 femmes vulnérables, regroupées en 80 associations dans 7 communes d’avoir accès à la terre (53 ha), et à développer des activités génératrices de revenus (AGR). Le rapport d’évaluation finale du projet indique que leurs revenus ont augmenté de 105% rapport à 2010, entraînant une amélioration de leur position dans la prise de décisions dans les ménages.
* Des activités génératrices de revenus en matière d'écotourisme et d'artisanat ont été développées dans des sites autour de certaines aires protégées de Madagascar, afin de réduire les pressions sur la biodiversité desdits sites. Au-delà de la conservation, ces activités permettent aux populations concernées de valoriser leur potentiel productif. Plus de 239 personnes, dont 161 femmes ont développé des activités de création de revenu.
* Avec le projet Village du Millénaire, l’appui du PNUD à travers des actions d’organisation et de formation a permis aux paysans d’entreprendre des activités économiques plus rentables: 13 paysans en élevage de poulet de race locale, 610 ménages en culture de contre saison, et 638 producteurs en riziculture. Le PNUD a également renforcé les structures de gestion des 5 barrages, installés en 2010, pour permettre aux populations de pratiquer des techniques agricoles plus rentables (Système Rizicole Intensif/Amélioré). En 2011, 20 nouveaux ménages ont adopté ces nouvelles techniques. Un appui a été apporté aux jeunes déflatés suite à la fermeture d’une menuiserie en raison de la crise afin de développer des activités génératrices de revenus. Selon le rapport d’évaluation à mi-parcours du projet, en 2012, le taux de chômage de la Commune a chuté de 2,5% en 2008 à 0,3% en 2012, alors qu’il se situe à 3,8% au niveau national en 2012.
* Dans le domaine de l’alphabétisation fonctionnelle intensive, grâce à l’appui du PNUD, 742 adultes sont en mesure de tenir des livres de compte et d’effectuer des calculs de rentabilité pour leurs Activités Génératrices de Revenus.
 |
| **5. Les populations, les couches vulnérables en particulier, ont un accès amélioré au financement de leurs activités productives.** | $ 3 480 498 | *Taux de pénétration du secteur de la microfinance* | *Baseline (2006) : 6%* *Cible (2013) : 20%**Valeur (2013) : 25%* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Cinq produits ont été prévus pour cet outcome : a) Les cadres légal, réglementaire et institutionnel d’intervention des IMF sont opérationnels et performants ; b) La gestion des IMF est améliorée ; c) Le renforcement des capacités des ressources humaines des structures transversales (CSBF, CNMF, APU) et des IMF est réalisé ; d) Une offre accrue et viable de produits et services de Microfinance adaptée aux besoins des groupes cibles est disponible dans les zones de concentration  et e) Une stratégie de communication est élaborée et mise en œuvre.Progress and Achievements:* Le PNUD et l’United Nations Capital Development Fund (UNCDF) ont largement contribué à l’amélioration du secteur de la microfinance. En effet, le Taux de pénétration du secteur de la microfinance est passé de 6% à 25% entre 2006 et 2013. Ce qui signifie que la cible de 20% pour l’indicateur d’effet a été atteint plus tôt que prévu. Le renforcement des capacités du cadre institutionnel et légal du secteur à remplir pleinement et efficacement son mandat, rôles et responsabilités a été opéré à trois niveaux. Au niveau macro, grâce à l’appui à la Coordination nationale de la Microfinance (CNMF) et Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF), en 2012, 95 % des IMF opèrent à présent en conformité aux dispositifs réglementaires en vigueur (Source : Banque centrale de Madagascar). L’interconnexion de la Centrale de Risques de la Microfinance avec la Centrale de Risques Bancaires a permis l’amélioration de la gestion du risque et du surendettement du secteur. Au niveau méso, les deux associations professionnelles ont été fédérées en une association unique : Association professionnelle des Institutions de Microfinance (APIMF). Au niveau micro, selon les statistiques consolidées de la CNMF (<http://www.madamicrofinance.mg/index.php/chiffres-cles/statistiques.html>), l’appui financier à 8 Institutions de Microfinance a permis d’accroitre le nombre de clients de 733 864 en 2010 à 1 098 075 bénéficiaires en 2013, contribuant ainsi à la création d’activités génératrices de revenus. Il faut préciser que 47% des bénéficiaires sont des femmes.
* L’appui du PNUD et de l’UNCDF a permis à la CNMF d’élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication en direction des bénéficiaires pour les informer des services de microfinance disponibles.
* Les formations que le PNUD et l’United Nations Capital Development Fund (UNCDF) ont fournies aux agents de la Commission de Supervision ont également permis l’amélioration de la qualité du portefeuille à risque des IMFs partenaires qui est inférieur à 5% en 2013. Avec l’assistance financière et technique du PNUD et UNCDF, l’APIMF a été capable de former 31 IMFs qui ont acquis des compétences pour leur professionnalisation.
* L’appui financier et technique du PNUD et UNCDF à la CNMF a facilité l’évaluation de la Stratégie Nationale de la MicroFinance 2008-2012 et le développement d’une nouvelle Stratégie qui, d’après le Directeur Général du Trésor, permettra de se focaliser sur les besoins effectifs des populations cibles.
 |
| **6. Un secteur privé compétitif et contribuant à la lutte contre la pauvreté est promu.** | $ 1 930 845 | 1. *Taux global d’investissement*
2. *Taux d’accroissement des exportations*
 | *Indicateur a.)* *Baseline (2007) : 27,3%**Target (2013): 30%**Valeur (2012) : 22,8%**Indicateur b.)**Baseline (2007) : 20,9%**Target (2013): 22,9%**Valeur (2011) : 28%* |
| **UNDP Contribution:*** + 1. CP Outputs: Cet outcome avait prévu deux produits : a) Le ministère en charge du secteur privé, ainsi que les structures régionales et locales, sont capables d’assurer leur fonction de développement d’un secteur privé compétitif et contribuant à la lutte contre la pauvreté  et b) La Société Civile assure son rôle d’interface entre le Secteur Privé et les consommateurs. Lors de la révision opérée sur le cadre d résultats du CPAP en 2010, l’unique produit qui a été formulé est c) Des dispositifs d’appui aux entreprises, en particulier pour relancer les PME victimes de la crise sont conçus et mis en œuvre.

Progress and Achievements:* Les interventions du PNUD ont permis au MECI (Ministère de l’Economie, du Commerce et de l’Industrie) de disposer d’information et d’outils de planification/décision et de suivi pour le développement du secteur privé, à travers : l'état des lieux sur les initiatives en faveur du Secteur Privé, l'audit organisationnel du MECI en terme d’appui au Secteur Privé, l’établissement d’un plan de développement du Secteur Privé avec son cadre de suivi évaluation.
* Le PNUD a également contribué à l’amélioration des conditions de développement des PME par la mise en place de 4 Centres Economiques Régionaux pour le Développement des Industries et du Commerce (CERDIC), la réalisation de l’état des lieux de la concurrence à Madagascar et l’élaboration ainsi que l’adoption de la loi sur les exportations.
* L’appui du PNUD a aussi contribué à maintenir un climat stable des affaires malgré la persistance de la crise, à travers le renforcement des structures intermédiaires d’appui aux PME. En effet, Grâce au soutien du PNUD à travers des assistances techniques et matérielles à l’endroit de la Fédération des CCI, ces dernières ont pu effectivement bénéficier de 3% des impôts synthétiques en 2013 et cette disposition a été renouvelée dans la Loi des Finances 2014. Aussi, la FCCIM a été notifiée émettrice des carnets d’Admission Temporaire des Marchandises à Madagascar. Ayant bénéficié d’un renforcement des capacités par le PNUD, cette organisation est maintenant en mesure de participer activement aux discussions avec le Gouvernement et les partenaires sur les questions économiques majeures.
* L’appui du PNUD pour la relance des modes alternatifs de règlements des conflits commerciaux à travers son soutien matériel et technique pour l’autonomisation du Centre d’Arbitrage et de Médiation de Madagascar (CAMM), a permis au centre de développer une collaboration forte avec le monde judiciaire, de se positionner en vrai partenaire du système judiciaire pour la résolution des litiges commerciaux et d’assurer le leadership dans la mise en place d’une plateforme de règlement des litiges au niveau des îles de l’Océan Indien pour lesquels Madagascar serait amené à jouer le rôle de grenier.
* Les appuis aux activités de mobilisation de ressource de la fédération des CCI a permis la mobilisation de 2,4 millions d’euros pour la coopération régionale.
* L’assistance du PNUD a permis de promouvoir le concept de "développement de marché inclusif" par la valorisation des produits made in Madagascar et la promotion de partenariat « gagnant-gagnant » entre les producteurs et les opérateurs économiques. Le rapport annuel 2012 de l’ONG EFA, a spécifié que l’appui du PNUD a permis à 1700 paysans producteurs de ricin de la Région Androy de doubler leur production et d’assurer leur sécurité alimentaire, particulièrement durant la période de soudure.
* Avec la promotion des exportations à travers l’appui au Centre de Ressources pour le Commerce International et le renforcement de la capacité des Chambres de Commerce et d’Industrie (CCI) et des groupements à dialoguer utilement avec les pouvoirs publics sur les questions liées à la relance économique et au développement du pays, le PNUD a contribué atténuer les effets néfastes de la crise sur la compétitivité du secteur privé malgache.
 |
| **7. Les jeunes/ adolescents exclus du système scolaire et des filles à risque en fin de cycle primaire bénéficient d’opportunités éducatives.** | $ 823 952 | Taux d'alphabétisme des 15 ans et plus | *Baseline (2006-2007) : 63%**Target (2011): 80%**Valeur (2011) : 22,5%* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Les deux produits retenus pour cet outcome sont : a) Le Ministère en charge de l’éducation, les régions et les structures locales (communes, Fokontany) sont capables de concevoir, de mettre en œuvre et de faire le suivi évaluation des stratégies d’alphabétisation  et b) Des ressources supplémentaires sont mobilisées pour l’alphabétisation.Progress and Achievements:Avant la suspension de l’outcome en 2010, les résultats obtenus étaient les suivants :* Grâce à l’appui du PNUD, la Stratégie nationale de l’Alphabétisation a été formulée et validée par toutes les parties prenantes et son Plan d’action pour le cycle de programmation 2010-2012 a été finalisé pour la mise à l’échelle des actions d’alphabétisation au niveau national, et particulièrement dans les zones de concentration.
* Le partenariat actif avec le Secteur Privé -la Banque Société Générale-, le Club de services -Rotary international-, et la Société Civile, TAKSCARKKI pour le Gouvernement Finlandais et Malagasy Mahomby, et une vingtaine de Firmes formées et agréées dans la pratique de l’Alphabétisation, ont permis de mobiliser des USD 207 588 pour intervenir dans les 12 régions les plus défavorisées du pays.
* 1928 enfants déscolarisés, dont 50 % de filles, ont pu intégrer l’éducation formelle et passer avec succès le CEPE, avec en moyenne 80 % de réussite selon les régions, grâce à la méthodologie ASAMA (Action Scolaire d’Appoint pour les Malgaches Adolescents).
* 3.400 jeunes et adolescents, dont 55 % de femmes, exclus du système éducatif ont été alphabétisés et ont pu intégrer la vie socio-économique active, grâce à la méthodologie AFI-D (Alphabétisation Fonctionnelle Intensive, pour le Développement).
 |
| **8. Les priorités d'actions de la réponse nationale de lutte contre le SIDA sont fondées sur une analyse des informations stratégiques.** | $ 1 209 661 | 1. *Existence d’un Document officiel sur la priorisation d’actions de la réponse nationale*
2. *Existence d'un mécanisme opérationnel de planification et de suivi-évaluation*
 | *Indicateur a.)**Baseline (2011) : Un Document officiel sur la priorisation d’actions de la réponse nationale n'existe pas**Cible (2013) : Un Document officiel sur la priorisation d’actions de la réponse nationale existe**Valeur (2012) : Le plan national annuel de réponse au VIH et au SIDA pour 2012 élaboré. En plus 22 plans de réponse ont été élaborés pour les 22 régions du pays avec les actions prioritaires élaborés.**Indicateur b.)**Baseline (2011) : Un mécanisme opérationnel de planification et de suivi-évaluation n'existe pas pour le nouveau document**Cible (2013) :* *Un mécanisme opérationnel de planification et de suivi-évaluation existe  pour le nouveau document**Valeur (2012) : Le plan stratégique national de réponse intégrant le mécanisme de suivi-évaluation aux IST, VIH et SIDA pour la période 2013-2017 est élaboré.* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Les deux outputs qui étaient prévus dans cet effet sont a) Le cadre légal et institutionnel de la décentralisation de la réponse au VIH/SIDA est mis en place et opérationnel et b) Le système unique national de planification et de suivi & évaluation en matière de VIH/SIDA est mis en œuvre à tous les niveaux. Lors de la révision de cadre de résultats du CPAP en 2010, le seul produit qui avait été retenu est c) Le Comité national de lutte contre le Sida et de ses démembrements sont capables de coordonner la réponse multisectorielle inclusive et large sur le VIH et le Sida.Progress and Achievements:* L’appui du PNUD au le Secrétariat Exécutif du Comité National de Lutte contre le SIDA a permis des avancées considérables dans la mise en œuvre du Three ones. En effet i) un système de planification unique, dans lequel s’inscrivent tous les acteurs de la réponse au VIH, est opérationnel ; ii) Une entité de coordination unique est également opérationnelle (le SE/CNLS déployant des actions fortes pour redynamiser le CNLS), avec les ramifications au niveau régional par la mise en place et le renforcement des points focaux régionaux (à la place des unités de coordination régionale qui ont disparue avec l’avènement de la crise) et iii) un système de suivi-évaluation unique et ascendant est en place. Tous ces efforts ont permis de rendre effectif et de maintenir le Three ones, dont la valeur la valeur de l’indice est passée de 0,7 en 2010 à 0,8 en 2011.
* Grâce à l’appui technique du PNUD, le Secrétariat Exécutif du Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS) a pu élaborer et budgétiser le plan stratégique national (PSN) de réponse aux IST, VIH et SIDA pour la période 2013-2017. Le système de suivi et de gestion des données a également été renforcé grâce à l’appui technique et financier du PNUD. A travers ce processus, l’équipe nationale de revue et de planification (ENRP) et le Secrétariat Exécutif du Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS) a pu mettre à jour la cartographie de vulnérabilité des communes et établir une analyse de la situation ainsi que la réponse à un niveau plus décentralisé.
* L’appui du PNUD a permis de renforcer les capacités de 58 responsables au niveau des 22 régions et 275 autres au niveau des 119 districts dans le domaine du suivi et évaluation en matière de VIH/SIDA. Ils sont désormais capables d’utiliser le système de suivi-évaluation nouvellement élaboré et qui a été mis en application en 2014.
* Le PNUD a également contribué à la structuration et au réseautage des associations dans toute l’île. Ce qui a permis de disposer d’une base de données sur les professionnels de sexe et sur les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes (HSH), deux des groupes les plus vulnérables.
* L’appui du PNU au SE/CNLS a également permis le lancement du site [www.aidsmada.mg](http://www.aidsmada.mg) pour améliorer l’accès à l’information sur le VIH.
 |
| **9. Les droits fondamentaux des populations sont mieux connus, appliqués et exercés.** | $ 26 547 339 | *Pourcentage de groupes ciblés (Hommes et Femmes) connaissant les droits critiques (identifiés par l'enquête)* | *Données non disponibles.*  |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: La liste des outputs devant contribuer à la réalisation de l’outcome a variée avec la crise sociopolitique que traverse le pays, pour tenir compte des besoins émergeants du contexte. Les produits identifiés pour contribuer à l’effet (outcome) sont : a) Les citoyens sont capables de réclamer leurs droits aux obligataires ; b) Les violations majeures des droits humains sont réduites dans les localités couvertes par le projet ; c) Les actes d’incivisme sont réduits ; c) Le Comité de réconciliation Malagasy (CRM) et les OSC impliquées dans le suivi des dispositions de la feuille de route sont outillés dans le cadre de sa mise œuvre ; d) Les OSC sont structurées et dotées de connaissances pour jouer leurs rôles dans la promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans les zones d’intervention ; e) Les OSC sont structurées et dotées de connaissances pour jouer leurs rôles dans la promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans les zones d’intervention  et f) Les journalistes dans les zones d’intervention disposent d’outils d’information, d’espace d’échange (centre de ressources) pour améliorer la qualité de l’information et promouvoir les DH, civisme et cohésion sociale. Progress and Achievements:* Dans le cadre du Projet d’Appui au Cycle Electoral, le PNUD, en collaboration avec les autres partenaires, a appuyé techniquement et financièrement le processus électoral. Sous le leadership du PNUD, les scrutins présidentiels et législatifs ont été qualifiés de crédibles et apaisés par l’ensemble des missions d'observation électorale. Ces élections ont marqué le retour du pays à l’ordre constitutionnel et conduit à la reconnaissance du nouveau gouvernement par la communauté internationale.
* Le renforcement des capacités du comité national interministériel et de la société civile en rédaction des rapports périodiques sur l’application des droits humains ont permis la finalisation des rapports sur la Convention sur l’élimination de toutes les formes de discrimination à l’égard des femmes (CEDEF) et sur l'Examen Périodique Universelle (EPU). Les documents ont été déjà envoyés à Genève et sont en attente de soutenance.
* L’appui aux cliniques juridiques et l’ouverture de centres d’écoute pour les victimes de violences sexuelles a favorisé une meilleure connaissance et un meilleur exercice de leurs droits par les populations, par le biais de l’information systématique des victimes. Depuis l’année 2008, ce sont 14 473personnes qui ont été sensibilisées sur leurs droits grâce cliniques juridiques. Les femmes représentent plus de 83% de cet effectif. Pour l’accès à la justice, ce sont 5 312 personnes dont (82% de femmes) qui ont bénéficié de l’appui des cliniques. Elles participent également à l’organisation d’activités d’éducation en droits humains au sein des communautés en tenant compte des problèmes spécifiques liés à chaque zone d’intervention.
* Dans le domaine des droits de l’homme, l’appui du PNUD en collaboration avec le bureau du Haut-Commissariat aux Droits de l’Homme a permis d’enregistrer une avancée significative dans la mise en place du Conseil National indépendant des droits de l’homme. Les textes y afférents, conformes aux standards internationaux, ont été élaborés et discutés en conseil de gouvernement. Les conseils des experts du PNUD à la rédaction des textes et l’appui financier pour l’organisation des consultations ont été fortement appréciés par les partenaires. Les activités de renforcement des capacités réalisées par le PNUD ont permis à Madagascar de rédiger dans le délai, six rapports dont quatre ont été présentés aux Comités de Droits de l’Homme à Genève.
* Dans le cadre de l’appui aux Organisations de la Société Civile (OSC), une évaluation d’envergure nationale des capacités selon les normes de CIVICUS a été réalisée en 2010-2011. Les résultats ont permis de développer un plan de renforcement des capacités autour de cinq axes stratégiques. L’objectif était de permettre aux OSC de jouer leurs rôles dans la promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale dans les zones d’intervention du PNUD. Cela s’est matérialisé par des renforcements de capacités dans des domaines d’intérêt tels que la culture associative, le leadership, la gouvernance démocratique interne des OSC, le plaidoyer et le lobbying. Dans la région du Sud-ouest, en plus de l’opérationnalisation d’un espace de rencontre et d’échanges (Centre de ressources), ce sont 36 OSC qui ont été structurées autour de 11 thématiques. Pour la région d’Antananarivo, 33 OSC ont également été structurées autour de 10 thématiques.
* L’appui aux journalistes de la région du sud-est s’est matérialisé par la mise en place d’un centre ressources et leur formation sur le thème journalisme et élections en collaboration avec le CINU.
 |
| **10. L’exercice des rôles et attributions des institutions concernées par l’équilibre des pouvoirs, des médias et de la société civile est plus efficace.** | $ 764 335 | *Ratio des Propositions de lois initiées et votées par le Parlement/lois promulguées.* | *Baseline (2006) : 0%**Target (2011): 25%* |
| **UNDP Contribution:*** + 1. CP Outputs: Les trois produits prévus dans le cadre de ce outcome sont : a) Le Parlement assure plus efficacement ses fonctions législatives, de contrôle et conseil de l’Exécutif et de représentation ; b) La capacité nationale en matière d’organisation des élections est renforcée et c) Les médias jouent mieux leur rôle d’information, de conscientisation et de mobilisation pour les OMD.

Progress and Achievements:* L’appui au parlement a été suspendu suite à sa dissolution par le régime de fait dès le mois de mars 2009.
* Des actions ont été initiées pour l’élaboration d’un nouveau code de la communication. Des consultations au niveau de toutes les régions avaient été réalisées et les informations recueillies ont permis de proposer un premier draft du nouveau code de communication. Les journalistes avaient été formés dans le domaine des OMD ainsi que sur l’éthique, la déontologie et la cohésion sociale. Ces efforts ont été suspendus suite à la suite crise sociopolitique. Lors de la mise à jour du cadre de résultats du CPAP en 2010, les actions prévues pour les média ont été inscrites sous l’outcome 20 (les droits fondamentaux des populations sont mieux connus, appliqués et exercés).
 |
| **11. Les disparités de genre sont réduites au niveau national, régional et local.** | $ 281 666 | *% de femmes au parlement.* | *Baseline (2006) : 12%**Target (2011): 30%* |
| **UNDP Contribution: a)** CP Outputs: Deux produits avaient été prévus dans le cadre de ce outcome sont  a) La parité homme-femme est améliorée dans toutes les sphères de prise de décisions et b) La dimension « genre » est intégrée dans le cadre juridique et institutionnel national, local et régionalProgress and Achievements:* La crise sociopolitique qu’a connue le pays a conduit à la dissolution du parlement. L’action du NUD a donc consisté à promouvoir la représentation et la participation de la femme dans les affaires publiques, durant la transition et surtout en préparation de la prochaine république. Parallèlement à cela, des outils de promotion et de mainstreaming du genre, accompagnement indispensable à l’atteinte de l’équité, ont été élaborés et des événements ont été mis à profit pour promouvoir l’approche.
* Grâce à l’appui du PNUD, un ralliement des femmes des 22 régions de Madagascar, autour du mouvement « 30-50% » pour une représentation et une participation accrue des femmes dans les instances de prise de décision, avait été mis en place. Par la suite, cet outcome a été suspendu lors de la mise à jour du Cadre de résultats du CPAP pour la période 2010-2011.
 |
| **12. Les usagers ont accès à des services publics de qualité et leurs feed-back sont pris en compte**. | $ 830 626 | 1. *Indicateur de l’Efficacité de l’Etat*
2. *Taux de satisfaction des usagers des services publics ciblés*
 | *Indicateur a.)**Baseline (2007) : 45.9%* *Cible (2011) : 55%**Indicateur b.)**Baseline (2007) : A rechercher**Cible (2011) :* *Un accroissement de 20%* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Trois produits avaient été prévus dans le cadre de ce outcome sont : a) La qualité de prestation des services publics est améliorée ; b) Les outils de l’E-Gouvernance sont utilisés dans l’Administration et la gestion des affaires publiques et c) Le système de gestion des effectifs, des emplois et des compétences est mis en place et opérationnel dans l’Administration Publique.Progress and Achievements: Cet outcome a été suspendu avec la crise sociopolitique de 2009, sans qu’aucune action majeure n’ait été entreprise. |
| **13. Les CTD et les STD dans les régions ciblées assument efficacement leur mission de développement économique et social et assurent la gouvernance participative et solidaire.** | $ 1 269 051 | 1. *Taux  du budget central transféré aux communes et collectivités*
2. *Dépenses publiques pour les communes en % du total du budget public*
3. *Taux de Budget communal alloué aux secteurs sociaux (Santé, éducation, protection sociale)*
 | *Indicateur a.)**Baseline (2004) : 6.7%* *Cible (2011) : à déterminer**Indicateur b.)**Baseline (2007) : 3%**Cible (2011) :* à *déterminer**Indicateur c.)**Baseline (2002) : 15,5%**Cible (2011) :* à *déterminer* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Les produits avaient été prévus dans le cadre de ce outcome sont  a) Le MPRDAT est capable de conduire le Programme nationale 2D ; b) Les administrations des régions d’intervention sont capables d’assurer leurs missions en matière de développement ; c) Les communes sont aptes à formuler des programmes locaux de restructuration de quartier et de développement urbain et périurbain ; d) Des ressources financières sont mobilisées pour la mise en œuvre et la réplication des programmes locaux en milieu urbain et périurbain ; Les affaires locales sont gérées de manière transparente et participativeProgress and Achievements: Cet outcome a été suspendu avec la crise sociopolitique de 2009, sans qu’aucune action majeure n’ait été entreprise. |
| **14. La vulnérabilité des populations aux risques, chocs sociaux et catastrophes est réduite.** | $ 5 552 925 | *% des sinistrés par rapport à la population totale dans les Régions ciblées.* | *Baseline (2007) : 1.27%**Cible (2011) :* *1.02% (Réduction de 20%).**Valeur (2013) : 1%* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Les produits avaient été prévus dans le cadre de ce outcome sont : a) Des dispositifs de création de richesse et de mise en œuvre de la Protection Sociale des couches vulnérables sont mis en place et opérationnels au niveau local et b) Le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) et les structures locales des zones d’intervention sont capables de gérer les risques et catastrophes.Progress and Achievements:* L’appui à quatre communes identifiées comme parmi les plus vulnérables par le Système d’Information Rurale sur la Sécurité Alimentaire a permis, la structuration de 107 comités locaux de GRC (CLGRC), le développement et le financement de 107 plans locaux de GRC contribuant au renforcement du mécanisme local de GRC. D’après le témoignage de deux Maires lors de la revue annuelle, l’appui a permis: le désenclavement de 50 villages par la réhabilitation de 75 kms de pistes; l’accès à l’eau à 44 villages par le sur-creusage de 9 mares; la protection des habitats contre l’avancée des dunes par la plantation de 10000 pieds de filao, 42000 pieds d’aloès et 290000 pieds de plantes endémiques.
* L'appui a aussi permis la reconnaissance du rôle important que peuvent jouer les femmes dans l’amélioration des conditions de vie des ménages, principalement dans la réduction de la vulnérabilité à travers la mise en œuvre des activités génératrices de revenus et la conduite d’initiatives d’intérêt communautaire. Le rapport d’évaluation finale du projet parle même « d’émancipation de la femme », malgré les pesanteurs culturelles D’après ce rapport le même rapport, cette émancipation ce manifeste par i) La possibilité de prise de parole en public ; ii) La participation aux prises de décision autour de leurs communautés (par exemple, 33% des responsables de comité GRC sont des femmes qui ont eu une attestation de reconnaissance de Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes( BNGRC), une partie des associations communautaires a pour présidents des femmes) et iii) la participation aux prises de décisions au sein de leur ménage (les hommes restent toujours les chefs de ménage mais beaucoup ont accepté l’émancipation de la femme grâce à la sensibilisation et au fait qu’ils ont constaté que les femmes peuvent apporter beaucoup dans le revenu des ménages).
* Le partenariat entre le PNUD et la Faculté de Droits d’Economie, de Gestion et de Sociologie a permis la création des capacités nationales en GRC. Ainsi, 36 étudiants (dont 13 femmes) viennent d’obtenir leurs Diplôme d’Etudes Supérieures Spécialisées en GRC. Ce qui va renforcer les capacités d’intervention des instances nationales en charge de la GRC et aussi celles des ONG nationales œuvrant dans le domaine.
* Le PNUD a réalisé les principales études nécessaires à la révision de la SNGRC. Il s’agit des évaluations relatives à la mise en œuvre de la SNGRC, aux capacités nationales en GRC et aux risques dans 11 régions. Ce qui permettra de doter le pays d’une Stratégie nationale de GRC conforme au cadre d’action de Hyogo.
* Depuis 2009, les capacités du Bureau National de la Gestion des Risques et des Catastrophes ont été renforcées dans l’organisation de six exercices de simulation financés par le PNUD et qui ont permis aux communautés, d’après l’évaluation, de s’approprier les outils mis à leur disposition, les préparant ainsi à une meilleure mitigation des effets des catastrophes naturelles.
* Le PNUD a contribué plusieurs fois à l’actualisation du plan de contingence IASC. Ce travail a permis de renforcer les capacités des acteurs sur le processus d’élaboration d’un plan de contingence et de les doter d’un outil de travail au cas où les différentes crises identifiées venaient à survenir.
* SNGRC (Stratégie Nationale de Gestion des Risques et Catastrophes) est en cours de mise à jour.
* La réduction des risques des catastrophes est en cours d’intégration dans la politique nationale en matière d’éducation formelle.

Malgré ces efforts, il a été quelquefois noté une détérioration de la situation dans la mesure de l’outcome. Cela s’explique par le fait le pays a connu depuis le début de la crise, une nette régression des investissements dans le secteur de la gestion des risques. Le Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes (BNGRC) estime que la valeur totale des engagements de l’ensemble des partenaires au profit de ce secteur a diminué de 30%. Ceci a accentué la diminution des capacités d’intervention du BNGRC aussi bien dans la préparation que dans la réponse. Pour la saison cyclonique en cours, le BNGRC ne dispose d’aucun pré positionnement de vivres et de non vivres. Cette situation qui arrive pour la première fois et qui expose les populations vulnérables à plus de risques peut avoir des conséquences humanitaires désastreuses en cas de cyclones intenses. L’autre raison non moins importante est l’augmentation enregistrée dans l’intensité des derniers cyclones. En effet, le cyclone Giovanna qui a servi de base au calcul de la valeur de l’indicateur a été plus intense que d’habitude. Pour le PNUD, inverser cette tendance reste un défi majeur pour les prochaines années. Pour cela, le bureau pays compte accentuer les mesures de prévention tout en poursuivant le renforcement des capacités du BNGRC. Des efforts sont également prévus dans le relèvement précoce et dans la mobilisation des ressources pour réduire le gap constaté dans ce domaine.  |
| **15. L’environnement est protégé dans et autour des zones de conservation ciblées** | $ 9 676 637 | 1. *Superficies des aires protégées*
2. *Superficie Reboisées et restaurées*
3. *Superficies incendiées*
 | *Indicateur a.)**Baseline (2007): 4,364 Million ha Cible (2013): 6,000 Million ha**Valeur (2012) : 6,694 Millions ha**Indicateur b.)**Baseline (2006): 455 mille haCible (2013): 501 mille ha**Valeur (2012) : 496 mille ha* *Indicateur c.)**Baseline (2007) : 318 mille haCible (2013) : 200 mille ha* *Valeur (2011) :* *120 Mille ha* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Cet outcome a pour seul produit prévu t a) Les communes et communautés sont davantage responsabilisées en matière de conservation des ressources naturelles en général, et de la biodiversité en particulier.Progress and Achievements:* Les rapports sur la capitalisation et l’évaluation finale indépendante du projet confirment la diminution des pressions autour des 4 aires protégées (AP) appuyées par le PNUD. Les renforcements des capacités conduits par le PNUD ont bénéficiés 43 communautés de base qui constituent la ceinture de protection autour des 4 aires protégées (AP). Cet appui, apprécié par les autorités nationales leur ont permis d’être à mesure de gérer l’accès dans ces zones et de résoudre les conflits liés à l’utilisation des ressources avec des contrats de gestion formels.
* D’après les témoignages recueillis par l'Unité de Communication du PNUD auprès des femmes bénéficiaires, les activités génératrices de revenus (écotourisme, broderie, transformation de produits locaux etc.) pratiquées avec l’appui du PNUD dans ces zones ont contribué à répondre à leurs besoins familiaux en nourriture, scolarisation et santé. Selon l’expert en moyen de subsistance durable, les activités génératrices de revenus ont généré en 2012 une recette totale supérieure à MGA 135 millions (environ USD 61 000 ) dans les sites du Nord. Ces revenus supplémentaires contribuent à l’atténuation de la pression anthropique. La consolidation des acquis en gestion communautaire des ressources naturelles, le partage des expériences et des bonnes pratiques et la valorisation des compétences acquises des agents des ministères en charge de l’environnement et de la pêche vont contribuer à une meilleure gestion des autres AP.
* De nouvelles AP de catégories V et VI de l’UICN sont en cours de mise en place.
* Le PNUD a mis en place une base de données sur les connaissances scientifiques et traditionnelles sur la conservation qui va servir d'outil de conservation de la biodiversité en tenant compte des nouvelles donnes dues aux changements climatiques, pour le ministère de l'environnement et les acteurs intervenant dans le secteur.
* Le développement d’un modèle de gestion durable des terres (Sustainable Land Management), adapté au contexte du Sud de Madagascar, permettra aux populations et aux autorités locales, régionales et nationales de mieux cibler les interventions pour adresser le problème crucial de disette liée à la sécheresse du grand Sud de Madagascar.
 |
| **16. La production d’énergie propre et/ou durable est promue.** | $ 173 353 | 1. *% d’énergie propre et/ou durable produite*
2. *%  de ménages utilisant des énergies alternatives*
 | *Indicateur a.)**Baseline (2005): 0%**Cible (2011): 5%**Indicateur b.)**Baseline (2007): 10%**Cible (2011): 25%* |
| **UNDP Contribution:**CP Outputs: Cet outcome a deux produits : a) Des plans d’actions nationaux et stratégies nationales, relatifs aux conventions internationales, dont les accords de Kyoto, sont élaborés et mis en œuvre - Documents de Plan d’action relatifs aux Accords de Kyoto adopté  et b) La capacité de génération de revenus durables fondée sur une gestion judicieuse de l’environnement (protocole de Kyoto) est renforcéeProgress and Achievements: Cet outcome a été suspendu avec la crise sociopolitique de 2009, sans qu’aucune action majeure n’ait été entreprise. |

|  |
| --- |
| Summary of evaluation findings (e.g. from outcome and project evaluations, UNDAF reviews, and other assessments)Key Achievements:*Le programme pays 2008-2011 (étendu par la suite jusqu’en 2014) a été mis en œuvre dans contexte marqué par la crise sociopolitique que traverse le pays depuis mars 2009. Même si dans l’ensemble les outcomes ont été maintenus, des nombreux changements ont été opérés lors de la mise à jour du cadre de résultats pour la période 2010-2011, puis pendant l’extension du programme jusqu’en 2013. Le défi a été d’adopter une flexibilité suffisante pour adapter le programme à un contexte extrêmement volatile et empreint d’incertitudes sur toute la période. Le programme était axé sur les sous-programmes ci-après : i) Politiques publiques, coordination de l’aide et de l’action gouvernementale ii) Lutte contre la pauvreté ; iii) Lutte contre le VIH/sida ; iv) promotion de la bonne Gouvernance (y compris la prévention des crises et reconstruction) et v) Environnement et changements climatiques. Sur les quatre dernières années, le bureau a finalisé 18 évaluations (dont 3 évaluations d’outcomes). D’une manière générale, ces évaluations de projet ont conclu sur la pertinence et à l’efficience des interventions du PNUD. Le niveau d’efficacité de la mise en œuvre varie selon les projets. Bien que des signes précoces d’impacts encourageants ont également été observés pour l’ensemble des projets, les effets de la crise sociopolitique que traverse le pays rendent moyennement improbable la durabilité de la plupart des résultats, d’où la recommandation sur la nécessité de poursuivre les appuis en cours.**En matière de promotion de la bonne gouvernance, en plus de l’évaluation de l’effet « Les droits fondamentaux des populations sont mieux connus, appliqués et exercés » dont le rapport est en cours de rédaction, le bureau a organisé six évaluations de projets. De ces évaluations, il résulte que même si les projets sont pertinents, leur efficacité reste limitée. Au niveau impact, des signes précoces ont été observés, mais leur durabilité est peu probable. Au vu des résultats des différentes évaluations, il n’y a pas lieu de s’attendre à une contribution significative desdits projets sur l’outcome. Toutes fois, même en l’absence d’évaluation, des résultats significatifs ont été obtenus dans le cadre l’appui au processus électoral et le respect des droits humains. Les élections présidentielles et législatives, qui constituaient un défi majeur pour le PNUD se sont déroulées de manière crédible et apaisée, selon l’ensemble des mission d’observation électorale. En matière de prévention de crise, l’évaluation finale du projet indique une bonne appropriation des outils de Réduction de Risques de Catastrophes (RRC) mis à la disposition des populations, contribuant ainsi à leur vulnérabilité en cas de catastrophes. Des résultats sont mentionnés dans le domaine de la promotion du genre, en raison de la reconnaissance du rôle important joué par les femmes en matière de RRC. En effet, selon le rapport d’évaluation, 33% des membres des comités locaux GRC sont des femmes.**Pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté, les trois évaluations de projets, les revues et autres mécanismes de suivi indiquent des résultats significatifs obtenus grâce à l’appui du PNUD. Dans le domaine de l’accès des couches vulnérables au financement de leurs activités productives, la valeur cible de 20% en 2013 de l’indicateur d’effet « Taux de pénétration du secteur de la microfinance » a été dépassée. L’évaluation du projet « Promotion de l’emploi des femmes dans la région Atsimo-Astinanana » mentionne une augmentation de revenus des bénéficiaires de l’ordre de 105%. L’évaluation à mi-parcours du projet « Village du millénaire » indique des progrès significatifs dans les domaines de l’accès à l’eau, à l’alphabétisation, à la santé et à l’emploi.**Dans la protection de l’environnement, l’évaluation de l’outcome « l’environnement est protégé dans et autour des zones de conservation ciblée » jugé « Satisfaisant » la pertinence, l’efficacité et l’efficience des appuis du PNUD, malgré un contexte de mise en œuvre difficile, marqué par la crise sociopolitique que traverse le pays. L’impact a été qualifié de minime compte tenu du fait que les effets sur la biodiversité dans et autour des zones de conservation ciblées sont encore moins perceptibles. L’évaluation mentionne une amélioration des conditions de vies touchant l’ensemble des bénéficiaires. La durabilité des acquis du projet a été qualifiée de « Moyennement probable » compte tenu contexte de crise peu favorable à l’appropriation.*Major Lessons Learnt:* *Toutes les évaluations sont unanimes sur le fait la mise en œuvre du programme a été influencée dans une large mesure par le contexte de crise que traverse le pays. La première leçon qui s’impose dès lors est la nécessité d’adopter une programmation sensible aux crises, afin de prévoir des mesures de mitigation dès la phase d’élaboration du programme.*
* *Des efforts importants restent à faire pour accroitre la synergie entre les différents projets et composantes du programme. Pour plus d’efficacité, cette dimension devrait être prise en compte pendant la phase de conception du programme. Des efforts sont en cours pour améliorer la synergie à travers une harmonisation des processus de planification et de suivi par composante.*
* *Les différentes observations reçues font état d’une certaine dispersion due à un nombre élevé d’outcomes. Cette situation n’est pas de nature à favoriser un suivi efficient de la mise en œuvre, surtout lorsque l’on tient compte des nouvelles exigences en matière de suivi au niveau de l’organisation.*
* *Dans un contexte de crise marquée par la rupture du dialogue avec le gouvernement, il est difficile d’obtenir des résultats durables en matière de renforcement de capacités de la contrepartie nationale. Les résultats mentionnés plus haut n’ont été possibles que suite à la signature de la feuille de route.*
* *L’absence de Stratégie Nationale de Développement et la longue absence de dialogue avec le gouvernement n’ont pas été de nature à favoriser la mise en œuvre de la déclaration de Paris sur l’efficacité de l’aide.*
 |

III. Country Programme Resources

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Focus Area** | **Programme Expenditure ($)** | **% of Total** |
|  | Regular (TRAC) | Other | Total |  |
| Poverty and MDGs | 18 814 749,23 | 4 034 988,77 | 22 849 738,00 | 29,49% |
| Democratic Governance | 11 365 919,41 | 18 327 097,59 | 29 693 017,00 | 38,33% |
| Crisis Prevention and Recovery | 4 435 710,12 | 1 117 214,88 | 5 552 925,00 | 7,17% |
| Environment and Sustainable Development | 2 904 042,49 | 6 945 947,51 | 9 849 990,00 | 12,71% |
| Other focus area | 8 619 592,67 | 907 202,33 | 9 526 795,00 | 12,30% |
| Total | 46 140 013,91 | 31 332 451,09 | 77 472 465,00 | 100,00% |

|  |
| --- |
| **Data sources: (please indicate the main sources from which data were obtained for this report.)**  |
| * **CPAP 2008-2011;**
* **CPAP Intérimaire 2012-2013;**
* **ROAR 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013**
* **IWP 2010,2011, 2012 et 2013**
* **Rapports d’évaluation externe de projets ;**
* **Rapports d’activités des partenaires ;**
* **Statistiques des Ministères ;**
* **Atlas.**
 |

1. This assessment of results is to be prepared only in the absence of a completed Assessment of Development Results (ADR) for the cycle. [↑](#footnote-ref-1)
2. Ce chiffre n’inclut pas les résultats de cinq communes pour lesquelles les élections ont été reprises. [↑](#footnote-ref-2)